

Chambre des Députés  
Rome, lundi 16 mars 2009

## SOLIDARITÉ OU FRATERNITÉ : UN DÉFI POLITIQUE MAJEUR

Bruno MATTÉI  
Professeur de Philosophie honoraire, Université de Lille

D'abord laissez-moi vous dire toute ma satisfaction d'être parmi vous aujourd'hui, à l'occasion de ce séminaire sur la fraternité et je voulais vous remercier de m'avoir invité à y participer. Comme je ne parle pas votre belle langue, c'est mon ami Pierre Benoit, professeur d'italien dans un lycée de la région parisienne, qui a bien voulu se charger de la traduction et je l'en remercie aussi chaleureusement. J'ajoute que je vais lire le texte que j'ai préparé afin de faciliter la traduction simultanée.

Poser la question de la fraternité en politique, c'est-à-dire dans la sphère publique, me paraît une démarche tout à fait importante et je dirai même urgente, car le moment est venu d'affirmer la fraternité comme catégorie politique, et déjà dans des pays qui accepteront de se laisser interroger par le message hautement humanisant que la fraternité a à nous délivrer. Il y a là un enjeu et un défi majeur pour notre 21<sup>ème</sup> siècle qui est en quête « d'un idéal commun » selon les termes du préambule de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948.

En France, nous avons la chance de voir figurer dans la devise républicaine la fraternité à côté de la liberté et de l'égalité. Mais c'est une chance toute relative, car en réalité, la fraternité fait figure de parent pauvre dans cette devise. La liberté et l'égalité ont une réalité juridique et politique, tandis que la fraternité est, dans les faits, presque totalement ignorée ou reléguée dans la sphère privée, religieuse notamment, ou bien elle a seulement une résonance émotive qui affadit sa signification. J'ai écrit en 2002 dans le quotidien français « le Monde » un article que j'avais intitulé : « La République n'est pas fraternelle ». Il y a un vrai et patient travail politique et philosophique à effectuer pour réhabiliter la fraternité. C'est ce à quoi je vais m'employer dans ce bref exposé, qui vu le temps imparti ne pourra aller au-delà de quelques réflexions générales. J'ai choisi d'axer mon propos sur un point qui est très important : la confrontation entre la fraternité et la solidarité. Je ne sais pas si c'est la même chose en Italie, mais une confusion très regrettable s'est installée depuis déjà un siècle et demi entre fraternité et solidarité. Le mot de solidarité s'est imposé à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle de préférence à la fraternité, ou en faisant de la solidarité un quasi synonyme de la fraternité. Ce qui revient en réalité à obscurcir et à neutraliser la signification profonde de la fraternité, et qui empêche de dégager tout le potentiel révolutionnaire de celle-ci.

Mais avant d'en venir à ce point central de mon exposé, je ferai dans un premier temps quelques constats concernant la fraternité dans le cadre de la république et de la démocratie françaises. Et, dans un dernier temps, je conclurai en disant qu'aujourd'hui les conditions sont réunies pour réhabiliter la fraternité dégagée de la confusion entretenue avec la solidarité. Et pour souligner l'enjeu et le défi de mon propos je mettrai en exergue cette phrase de Martin Luther King : « Où bien nous apprendrons à vivre ensemble de façon fraternelle, ou bien nous péirrons tous comme des idiots ».

### I – Quelques observations sur la fraternité

Il y a eu « l'âge d'or » de la révolution de 1848 : la fraternité, alors amplement théorisée, a été ajoutée à la devise républicaine – naissance de la Deuxième République. Mais par la suite on a observé que le rapport à la fraternité n'est pas du tout le même que celui qui est entretenu avec l'égalité et la fraternité. Déjà en 1880 dans un « dictionnaire général de la politique », l'auteur remarquait : « Quand on prononce le mot de liberté, on sait ce que cela veut dire ; de même

quand on parle d'égalité, ce mot a une signification claire et déterminée. Il n'en va pas ainsi quand il s'agit de fraternité. Ici tout est vague et indéfini... ». Et il concluait : « comment faire régner la fraternité parmi les hommes. Comment la traduire en institution et en loi ? On est ici évidemment en face d'un problème d'un ordre tout moral, d'un idéal qui résiste à prendre corps ». Vous avez bien entendu : la fraternité est qualifiée de vague, indéfinie, donc indéfinissable ; d'idéal certes, mais qui résiste à s'incarner. Mais l'auteur ne se pose pas la question de savoir ce que qui résiste. Il renonce, comme le feront les républicains, à se demander pourquoi ça résiste et à chercher à comprendre comment on pourrait dépasser cette résistance. Avec la liberté et l'égalité c'est effectivement bien plus clair, car ces termes parlent avant tout de moi, de mon identité, de mes droits : une traduction juridique et politique est possible. Tandis que la fraternité me parle d'abord de l'autre, de tous les autres et non plus simplement de moi... et peut-être de l'autre avant moi. A ce titre, elle parle de l'abîme que représente l'autre face à moi et me dit quelque chose de difficile à entendre et à intégrer par la conscience. Car de quel autre s'agit-il pour qu'on m'assure qu'il est un frère ? Frère au nom de quoi, frère au nom de qui, et quel est ce père ou celui qui tient lieu de père qui saura me persuader d'une origine commune ? Vous voyez, la perplexité surgit quand la fraternité est invoquée. C'est sans doute pour cela qu'elle est une énigme au regard de la saisie plus immédiate de la liberté et de l'égalité. Elle est, et c'est bien le cas, quelque chose de déroutant, de troublant, de dérangeant.

Certes il y a eu quelques voix de grands sages qui ont proposé, depuis la Bible, la grande intuition humanisante de la fraternité, mais nous devons constater que ce message n'a pas été repris, loin s'en faut, dans la sphère commune du vivre ensemble, dans la sphère juridico-politique. Au début du 20<sup>ème</sup> siècle, mais allant à contre courant, l'écrivain Charles Péguy a écrit dans un article que : « la fraternité est un sentiment vivace, impérissable, humain et révolutionnaire ». Il pensait même que l'on aurait dû écrire la devise de la façon suivante : fraternité, liberté et égalité. Mais il n'a eu aucune postérité, car la république n'a eu de cesse de marquer toute sa méfiance et sa défiance à l'égard de la fraternité. Alors que s'est-il passé, pourquoi ce recul, pourquoi cette méfiance et ce quasi rejet de la fraternité au profit de la solidarité ?

## II – Lever la confusion entre solidarité et fraternité

Si on veut réhabiliter la fraternité et la proposer comme catégorie politique à part entière, alors il convient de lever la confusion qui s'est installée entre la fraternité et la solidarité, faute de quoi la fraternité restera dans l'ombre de la solidarité. Voici ce qu'écrivait en 1980 un essayiste dans le journal le Monde, et qui résume bien la situation : « De tous les grands principes dont se réclame la révolution française, celui que l'on cite le moins, c'est la fraternité. On a honte de la fraternité. On évacue la honte en affectant de parler de solidarité ». Alors de quoi s'agit-il au juste dans ce débat entre les deux notions, débat qui a été très intense en France et qui a suscité de très nombreux écrits et interventions à l'assemblée nationale ? Pour aller à l'essentiel, je dirai que l'enjeu a été pour la république devenue laïque (donc en partie anticléricale à cette époque) de dévaloriser la fraternité considérée à la fois comme trop idéaliste, trop religieuse, trop vague, trop inopérationnelle. La solidarité correspond à une conception scientiste, et matérialiste de la société. La solidarité s'est construite à travers une idéologie que l'on a appelé « le solidarisme ». Cette doctrine reposait sur l'idée, inspirée par la biologie et les sciences sociales naissantes que, dans une société, tous les hommes étaient liés les uns aux autres, interdépendants et qu'il fallait donc mener une politique de « cohésion sociale » nécessaire à la bonne marche et à la survie de la société. Autrement dit, il fallait imaginer et appliquer une politique sociale qui permette à chacun d'avoir au moins un minimum économique, éducatif pour rester intégré dans le corps social. Apparemment, et vue sous cet angle, la solidarité pouvait passer pour un progrès face au seul libéralisme économique.

Mais apparemment seulement, car ce qui n'est pas dit dans l'idéologie de la solidarité c'est que celle-ci est une solution qui ne remettait surtout pas en cause les fondements de la société

républicaine, libérale, capitaliste, productiviste avec les inégalités, les injustices, et l'individualisme qui en résultait. La solidarité vise simplement à atténuer, à corriger ces inégalités et ces injustices mais sans les remettre en cause. La république consent à l'exploitation et la domination, la pauvreté et l'exclusion. Elle l'accepte de fait, même si on l'entend dire le contraire.

Autrement dit, la solidarité et c'est ce qui en a fait la fortune, est compatible à la fois avec la démocratie, à laquelle elle se réfère, mais aussi avec les inégalités et les exclusions qu'elle entretient et perpétue.

A ce titre, la solidarité ne relève pas de la même logique que la fraternité. Le message de la fraternité, depuis ses origines bibliques, c'est radicalement autre chose. La fraternité fait signe vers une société réellement égalitaire : égalité de droit et surtout de fait, au nom de « l'éminente dignité » de chaque être humain quel qu'il soit. Une société fraternelle est une société où les priviléges sont dissous. On pourrait définir la fraternité comme le souci de l'autre, de tout autre que soi, comme une attention inconditionnelle portée à chacun. À la différence de la solidarité politique qui est souvent abstraite, distante, ponctuelle et partielle. La fraternité se pratique dans le contact, dans une relation à hauteur du visage de l'autre. Elle reconnaît chaque personne comme différente et semblable. Différente parce chacun est unique, et semblable parce que chacun à vocation à être mon frère en humanité, frère d'une unique famille humaine. Par ailleurs la fraternité enrichit la liberté et l'égalité. En effet, contrairement à la liberté libérale, la liberté fraternelle se sent responsable de la liberté de l'autre. Je ne suis pas vraiment libre si l'autre n'est pas libre aussi. Sans la fraternité, la liberté reste un droit à exploiter et à dominer les autres. De la même façon, l'égalité en l'absence de la fraternité fait le lit de la bureaucratie voire du despotisme et du totalitarisme. Sans la fraternité, la liberté et l'égalité finiront pas mourir ou se discréditer.

On comprend donc l'enjeu qu'il y a à dégager la fraternité de la solidarité. Ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui. Je rappelle que déjà, à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, certains républicains avaient souhaité voir disparaître la fraternité dans la devise républicaine et la remplacer par la solidarité. Voici ce qui écrivait un de ces adeptes de la solidarité : « il est incontestable que si la devise républicaine était à refaire notre mot solidarité prendrait la place de chacun des trois termes et peut-être les remplacerait tous les trois ». Il est vrai que la fraternité – après de nombreuses péripeties que nous n'avons pas ici le temps de retracer – est finalement restée dans la devise. Mais elle est invoquée de façon toute rhétorique ou émotionnelle, ce qui évidemment n'engage à rien.

### III – Réhabiliter et donner un sens plénier à la fraternité

Dans mon troisième point qui sera aussi ma conclusion, je voudrai dire qu'il est temps de réhabiliter la fraternité et de lui donner un sens plein et entier. Les moments de crises comme ceux que nous connaissons sont propices pour tenter de faire évoluer les mentalités. Car les crises soulignent nos limites qui, en l'occurrence, ne sont pas seulement et prioritairement des limites économiques, financières et sociales, mais des limites éthiques et spirituelles.

Concernant la fraternité, je crois qu'il faut affirmer haut et fort qu'elle est ce qu'il y a de meilleur pour tenter d'accomplir notre humanité errante et incertaine. C'est ce qu'avait proclamé la société mondiale en 1948 en promulguant la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme pour faire face à la barbarie dont la deuxième guerre mondiale avait été le théâtre, révélant la face la plus sombre et la plus obscure de l'humanité. Sur quoi repose la Déclaration Universelle ? On l'oublie un peu vite mais l'article 1<sup>er</sup> de ce texte rappelle l'impératif éthique majeur : « les hommes doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». Ce qui veut dire que la fraternité doit s'imposer aux hommes. Elle est, comme l'a dit le philosophe Emmanuel Levinas, « un fait originel ». Autrement dit la fraternité n'est pas une option mais une nécessité, un impératif qui relève d'un sacré religieux ou laïque, si l'on veut que ceux qui se sont autoproclamés humains le deviennent véritablement. Les rédacteurs de la déclaration de 1948 ont eu l'intuition et l'optimisme de penser qu'il y a un potentiel humain qui doit advenir, et c'est la fraternité qui définit et circonscrit le mieux cette espérance.

Mais, bien sûr, la fraternité n'est ni spontanée ni immédiate, et il ne servirait à rien de la décréter et encore moins de l'imposer. Non, la fraternité s'apprend à travers l'éducation et la formation et c'est précisément ce que disaient les rédacteurs de la Déclaration Universelle dans le préambule de leur texte. C'est aussi ce que nous dit Martin Luther King dans le texte que j'ai cité précédemment : « ou bien nous apprendrons à vivre ensemble de façon fraternelle... ». Il y a donc un apprentissage tout au long de la vie scolaire et non scolaire à effectuer. Par exemple déjà : dans les écoles où l'on apprendrait la coopération et l'entraide, où l'on apprendrait avec les autres, par les autres, grâce aux autres et non à côté des autres et contre les autres. Comme c'est le cas dans les écoles de nos démocraties libérales où c'est la liberté du plus fort dans un cadre de compétition précoce et féroce qui s'impose. Cette éducation à la fraternité suppose aussi des éducateurs qui sont ou tendent à devenir fraternels et cela implique un intense et persévérant travail sur soi au quotidien sur ses obscurités, sur la part la moins civilisée de nous-même.

Si la fraternité comme catégorie politique à des chances d'advenir un jour c'est parce que, à la base, la société civile c'est-à-dire les hommes et les citoyens, décideront de prendre en charge des relations fondées sur des pratiques sociales, économiques et culturelles fraternelles. Voilà, me semble t-il, un vrai défi pour nos sociétés. Y parviendrons-nous à la faveur des décennies qui vont venir ? C'est à chacun d'y répondre déjà pour lui-même et c'est collectivement que nous devons aussi répondre à la question : avons-nous assez de désir d'humanité pour vouloir un autre monde, un monde fraternel ?

Camera dei Deputati,  
ROMA, lunedì 16 marzo 2009

## **SOLIDARIETÀ O FRATERNITÀ? UNA SFIDA POLITICA DI FONDAMENTALE IMPORTANZA**

Bruno MATTÉI  
Docente di Filosofia, Lille, Francia

Anzitutto volevo esprimere Loro, Signore e Signori, Onorevoli, l'immenso piacere che mi procura l'essere presente tra voi in occasione di questo seminario sulla fraternità. E tenevo a ringraziarLe di aver pensato a me per darvi un contributo. Siccome non parlo la Loro bellissima lingua, il mio amico Pierre Benoit, professore d'italiano in un liceo della banlieue di Parigi, ha avuto la gentilezza di curare la traduzione. Lo ringrazio calorosamente e, per facilitargli il lavoro, leggerò il mio testo.

Cercare di impostare l'argomento della fraternità in ambito politico, cioè nella sfera pubblica, mi sembra un modo di procedere direi non solo molto importante ma perfino urgente perché è giunta l'ora di affermare la fraternità come categoria politica, cominciando con quei paesi che accetteranno di lasciarsi rimettere in discussione dal messaggio altamente umanizzante ripropostoci dalla fraternità. Qui si tratta di una posta e di una sfida fondamentali per questo nostro ventunesimo secolo in cerca di "un ideale comune" per dirla con le parole del preambolo della Dichiarazione Universale dei Diritti Umani adottata nel 1948.

In Francia, siamo fortunati perché la parola fraternità compare, nella nostra divisa, a fianco alla libertà e all'uguaglianza. Fortunati per modo di dire, tuttavia, poiché la fraternità passa per il parente povero di questa divisa. Difatti, tanto la libertà quanto l'uguaglianza possiedono ormai una realtà giuridica e politica mentre in pratica, la fraternità è quasi del tutto ignorata oppure relegata nella sfera privata – spesso in quella religiosa. Per di più, la fraternità ha una connotazione emotiva che fa perdere vigore al suo vero significato. Nel 2002 scrivevo sul quotidiano "Le Monde" un articolo che avevo intitolato : "La nostra Repubblica non è fraterna". Effettivamente, resta da compiere un vero e paziente lavoro di rielaborazione politica e filosofica al fine di riabilitare la fratellanza. E tale argomento, per l'appunto, sarà oggetto di questo mio breve intervento. Dico breve perché il tempo concessoci in questa sede non mi consente se non di svolgere pochi spunti. Ho scelto di imperniare la mia riflessione su un punto secondo me importantissimo e cioè sul confronto tra fraternità e solidarietà. Non so se sia così in Italia, ma da noi in Francia, dal diciannovesimo secolo a questa parte c'è stata una confusione deplorevole tra la fraternità e la solidarietà. La parola solidarietà si è imposta alla fine dell'Ottocento piuttosto che la parola fraternità. Talvolta invece si usava intendere la solidarietà quasi come un sinonimo della fraternità. Il che sarebbe come oscurare e neutralizzare il significato profondo della fraternità. Intendere la solidarietà come sinonimica della fraternità impedisce quest'ultima di sprigionare tutte le sue potenzialità rivoluzionarie.

Ma prima di giungere a questo punto essenziale del mio intervento, farò in un primo momento alcune constatazioni in merito alla fraternità nel quadro della Repubblica e della democrazia francesi. Poi, in un secondo momento, cercherò di liberare un po' la fraternità dalla confusione esistente tra questa e la solidarietà. Quindi concluderò dicendo che oggi, a mio parere, le condizioni sono riunite per riabilitare la fraternità. Per sottolineare poi la posta e la sfida da me proposte, metterò in evidenza questa frase di Martin Luther King : " L'alternativa è questa : se non impareremo a vivere insieme fraternamente periremo tutti come degli scemi"

## I – ALCUNI RILIEVI SULLA FRATERNITÀ

C’è stata “l’età aurea” del periodo della rivoluzione del 1848 e della Seconda Repubblica francese in cui la fraternità non solo fu aggiunta alla libertà e all’uguaglianza che facevano già parte della nostra divisa, ma la fraternità era allora anche oggetto di tanti scritti e dichiarazioni ricchi di contenuti. Sennonché in seguito la visuale della fraternità che in Francia – e altrove – abbiamo avuta e abbiamo tuttora risultava man mano del tutto diversa dalla maniera con la quale invece ci rapportiamo con la libertà e con l’uguaglianza. Già nel 1880 in un “Vocabolario generale della politica” uno scrittore faceva il seguente rilievo : “Quando uno dice la parola libertà, tutti sanno di che cosa si tratta; lo stesso dicasi della parola uguaglianza : ha un significato chiaro e determinato. Invece non è così quando uno parla della fraternità. Questo concetto è vago e indeterminato”. E l’autore concludeva così : “Come fare perché regni la fratellanza tra gli uomini? Come tradurla nelle istituzioni e nelle leggi? Stiamo qui di fronte a un problema del tutto morale, stiamo di fronte a un ideale che resiste all’incarnarsi”. Proprio così : la fraternità è vista come cosa vaga, indeterminata, e quindi indefinibile. È certo un ideale, ma che resiste all’incarnarsi.

Tuttavia chi stese queste righe non si domanda quali cose o quali persone resistono. Lui rinuncia, come rinunceranno anche i repubblicani a chiedersi perché c’è una resistenza e a cercare come questa resistenza possa venir superata. Per la libertà e l’uguaglianza le cose sono sicuramente più chiare, perché queste parole parlano innanzitutto di me, della mia identità, dei miei diritti. È possibile, quindi, tradurle giuridicamente e politicamente. La fraternità invece mi parla innanzitutto dell’altro, di tutti gli altri e non solo di me e magari parlano dell’altro anche prima di parlare di me. A questo titolo, la fraternità parla dell’abisso rappresentato dall’altro nei miei confronti. La fraternità mi dice una cosa difficile a sentirsi ed a integrarsi nella mia coscienza. Perché insomma chi sarà quell’altro perché mi assicurino che mi è fratello? Fratello a che titolo, fratello a nome di chi ? E poi quale il padre – o chi ne faccia le veci – che mi persuaderà di una nostra comune origine? Vedete un po’ quanta perplessità suscita in tutti il menzionare la fraternità ! Probabilmente per questo motivo è un enigma a paragone della comprensione molto più accessibile delle parole libertà e uguaglianza. La fraternità invece è veramente una cosa sconcertante e conturbante.

Ci sono certo state alcune voci di grandi saggi a proporre, dalla Bibbia in poi, la grande intuizione umanizzante della fratellanza, ma è gioco-forza costatare che questo messaggio è stato tutt’altro che recuperato nella sfera comune della convivenza e nella sfera giuridico-politica. All’inizio del Novecento, lo scrittore Charles Péguy andava controcorrente quando scrisse in un articolo : “la fraternità è un sentimento tenace, imperituro, umano e rivoluzionario”. Péguy pensava perfino che si sarebbe dovuta riscrivere la divisa della repubblica francese in quest’ordine : fraternità, libertà e uguaglianza. Ma la sua proposta non solo non ebbe nessuna posterità, ma la repubblica francese non cessò mai in seguito di manifestare tutta la sua diffidenza nei confronti della fraternità.

E allora come mai siamo arrivati a questo punto ? Perché mai c’è stato questo indietreggiamento, questa diffidenza e questa eliminazione quasi, del concetto della fraternità a beneficio di quello della solidarietà ?

## II – LIBERARE LA FRATERNITÀ DALLA CONFUSIONE ESISTENTE TRA QUESTA E LA SOLIDARIETÀ

Se vogliamo riabilitare la fraternità e proporla come una categoria politica con pieno titolo, occorre togliere un po’ la confusione man mano radicatasi tra la fraternità e la solidarietà. Altrimenti la fraternità resterà sempre nell’ombra della solidarietà. Un saggista del quotidiano “Le Monde” illustra benissimo questa problematica. Così scriveva nel 1980 : “Tra tutti i grandi principî dei quali mena vanto la rivoluzione francese, quello meno citato è la fraternità. E la vergogna cagionata da questa estromissione, si cerca di controbilanciarla ostentando discorsi sulla solidarietà”.

Ma di che cosa si tratta esattamente in questa disputa circa le due nozioni, disputa che in Francia è stata molto intensa e che ha suscitato valanghe di scritti e di interventi nella Camera dei Deputati? Per farla breve, direi che per la repubblica diventata laica (cioè a quell'epoca, in parte anticlericale) la meta perseguita era di menomare la fraternità perché era considerata insieme come troppo idealistica, troppo religiosa, troppo vaga, troppo inoperante. La solidarietà peraltro deriva da una concezione scientifica e materialistica della società ed è venuta man mano teorizzata attraverso un'ideologia chiamata "il solidarismo". Questa dottrina si rifaceva alla biologia e alle scienze sociali che allora stavano nascendo, secondo cui in una data società, gli uomini tutti erano legati gli uni agli altri, erano interdipendenti e quindi era necessaria una politica di coesione sociale che garantisse il buon andamento della società e la sua sopravvivenza. In altre parole si trattava di immaginare e di applicare una politica sociale che consentisse ad ogni cittadino di godere di un minimo di benessere economico ed educativo cosicché questo cittadino potesse rimanere all'interno del corpo sociale. In questa luce la solidarietà sembrava un progresso a confronto con l'unica altra alternativa e cioè il liberalismo economico.

Dico sembrava, perché in maniera implicita l'ideologia solidarista era una soluzione che non rimetteva affatto in discussione le basi della società repubblicana liberale, capitalistica e produttivista con le disuguaglianze, le ingiustizie e l'individualismo che ne derivavano. La solidarietà ha come unico scopo il correggere la rotta di tali disuguaglianze ed ingiustizie senza tuttavia rimetterle in discussione. La nostra repubblica permette lo sfruttamento e il dominio di certe categorie di cittadini nonché la povertà e l'esclusione di queste. La repubblica francese acconsente a ciò, anche se sostiene il contrario.

In altre parole, la solidarietà – e anche questo ha contribuito alla sua fortuna – è compatibile tanto con la democrazia a cui si rifà, quanto invece con le disuguaglianze e le esclusioni che essa mantiene e perpetua.

In questo senso, la solidarietà non rientra nella stessa logica della fraternità. Sin dalle sue origini bibliche, il messaggio della fratellanza è radicalmente diverso. La fratellanza indica una società genuinamente egualitaria. Indica un'uguaglianza di diritto ma soprattutto di fatto, a nome dell'"eminente dignità" di ogni essere umano indiscriminatamente. Una società fraterna è una società nella quale i singoli privilegi non esistono più. La fraternità potrebbe caratterizzarsi con la cura dell'altro, di ogni altro. Potrebbe caratterizzarsi anche con un circondare ognuno di premure, in maniera incondizionata. In questo sarebbe diversa dalla solidarietà politica che è spesso troppo astratta, lontana, saltuaria e parziale. La fraternità invece implica un contatto immediato con le persone, una relazione faccia a faccia con l'altro. Essa riconosce in ogni persona uno che è insieme diverso da me e uguale a me. Diverso perché ognuno è unico. Uguale perché in ognuno c'è la chiamata ad essermi fratello in umanità, fratello in quanto appartenente ad un'unica famiglia umana. D'altronde la fraternità arricchisce la libertà e l'uguaglianza. Effettivamente, al contrario della libertà liberale, la libertà fraterna si sente responsabile della libertà dell'altro... perché, secondo questa logica, io non sono veramente libero se l'altro non lo è pure lui. Senza la fraternità, la libertà diventa il diritto di sfruttare gli altri e di dominarli. Nello stesso modo, l'uguaglianza senza la fratellanza prepara le vie alla burocrazia se non addirittura al dispotismo e alla dittatura. Senza la fraternità, anche la libertà e l'uguaglianza finiranno col morire o collo screditarsi.

Capiamo meglio ora i motivi per i quali è importante distinguere chiaramente la fraternità dalla solidarietà. Eppure oggi tanti non le distinguono affatto l'una dall'altra. Pensate che alla fine dell'Ottocento alcuni repubblicani volevano già cancellare la fraternità dalla divisa repubblicana e desideravano invece sostituirla con la solidarietà! Ora vi citerò quello che allora scriveva uno di quegli esponenti della solidarietà : "va da sé che se la divisa repubblicana andasse rifatta la nostra parola "solidarietà" sostituirebbe ognuna delle altre tre singole parole e forse perfino tutte e tre insieme". Fatto sta che, dopo numerosissime vicende su cui non mi possi soffermare adesso, la parola fraternità, in fin dei conti, è rimasta nella nostra divisa. Tuttavia viene invocata in maniera meramente retorica o emozionale, il che naturalmente non è per niente impegnativo per costruire la fraternità.

### **III – RIABILITARE LA FRATERNITÀ E CONFERIRLE IL SUO PIENO SIGNIFICATO**

Giungiamo adesso all'ultima parte del discorso che ne costituirà anche la conclusione : secondo me è giunta l'ora di riabilitare la fraternità e di darle il suo pieno e completo significato. I periodi di crisi come quello che stiamo attraversando sono propizi per cercare di contribuire all'evoluzione delle mentalità. Difatti le crisi mettono in risalto i nostri limiti i quali, nella situazione di oggi, non sono unicamente e primariamente dei limiti economici, finanziari e sociali bensì dei limiti etici e spirituali.

In merito alla fraternità, credo si debba ora affermare ovunque con forza e vigore che essa è il valore e lo strumento più idoneo per aiutarci a giungere alla completezza della nostra umanità tentennante ed incerta di se stessa. E proprio questo la società mondiale aveva proclamato nel 1948 quando promulgò la Dichiarazione Universale dei Diritti Umani di fronte alla barbarie di cui era stata teatro la Seconda Guerra Mondiale, rivelandoci il lato più oscuro della nostra umanità. Su che cosa si basa la Dichiarazione Universale dei Diritti Umani? Vi citerò adesso l'articolo che ce ne richiama l'imperativo etico maggiore anche se lo dimentichiamo spesso. Articolo primo : “gli uomini devono agire gli uni verso gli altri in uno spirito di fratellanza”. Ciò significa che la fraternità è una cosa che deve imporsi agli uomini. Per dirla con il filosofo Emmanuel Lévinas, essa è un “fatto originario”. In altre parole la fraternità non è facoltativa : è una necessità, è un imperativo insito nei valori religiosi o laici più sacri se vogliamo che quanti si sono autoproclamati esseri umani diventino veramente tali. I redattori della Dichiarazione del 1948 ebbero l'intuito e l'ottimismo di pensare che esiste un potenziale umano che ha da realizzarsi e che la fraternità è quanto di meglio definisce e circoscrive questa speranza.

Ma, si capisce, la fraternità non è né spontanea né immediata e non gioverebbe per niente decretarla e tanto meno imporla. La fraternità invece va imparata attraverso l'educazione e la formazione; ed è proprio quello che dicevano anche i redattori della Dichiarazione Universale nel preambolo al loro testo. Così anche Martin Luther King da me già citato : “... Se non impareremo a vivere insieme fraternalmente periremo tutti...”. La fraternità va quindi imparata : è oggetto di un apprendimento non solo lungo la vita scolastica ma lungo tutta la vita. Nelle scuole, ad esempio, si potrebbe cominciare con l'insegnare ai bambini ed ai ragazzi come cooperare, come aiutarsi a vicenda, come imparare con gli altri e grazie agli altri invece che contro gli altri o giustapposti ad essi... come purtroppo accade non di rado nelle scuole delle nostre democrazie liberali nelle quali si impone la libertà del più forte nel quadro di una gara spesso precoce e feroce. Tale educazione alla fraternità presuppone anche la presenza di educatori che siano o tendano ad essere fraterni, il che presuppone da parte di questi una volontà coraggiosa e perseverante per evolversi in questa direzione, nonché una lucidità sulla parte oscura, sulla parte meno civilizzata che c'è in ognuno di noi.

Se la fraternità come categoria politica avrà delle probabilità di avverarsi un giorno, si avverrà solo se la base della società civile, cioè gli uomini, i cittadini decideranno di addossarsi l'onere di relazioni fondate su delle pratiche sociali economiche e culturali fraterne. Questa, secondo me, è una tra le sfide più importanti per le nostre società. Riusciremo ad accettare questa sfida nei prossimi decenni ? Spetta anzitutto ad ognuno di noi dare una risposta a questo quesito per conto suo, ma dobbiamo anche rispondere, collettivamente questa volta, a un'altra domanda : la nostra voglia di diventare veramente umani è abbastanza forte da volere un mondo diverso, un mondo fraterno ?

Grazie per il cortese ascolto.